

Les pays en développement ont dépensé un montant record de 443,5 milliards de dollars en 2022

P.6

Sacré N° 1 de la Presse écrite par Togo Médias Awards

Site web: www.ecoetfinances.com

Prix: 300F cfa

Journal des entrepreneurs

ECO & FINANCES

Quotidien Economique du Togo- REC N° 0602/11/12/19/HAAC/0643/01/08/2022/HAAC



DIPLOMATIE

Ouverture du consulat honoraire de la République Tchèque à Lomé P.4



COP28

Afreximbank plaide pour des actions énergétiques inclusives et justes P.2

38ÈME ÉDITION DE LA QUINZAINE COMMERCIALE

L'événement bat son plein à Lomé

Page 3



Voltic

RETROUVEZ NOUS

18ème **FOIRE INTERNATIONALE DE LOMÉ**

22 NOV 03 DEC 2023

Foire de toutes les opportunités

Ne dites plus non, dites Voltic

Forfait internet expiré, mégas lé kèdèèè...

Récupère gratuitement tes mégas expirés en renouvelant ton forfait.

*909*2#

Récupère gratuitement les Mégas expirés en renouvelant ton forfait.
 Forfaits internet à partir de 600F.
 Volume expiré disponible jusqu'à 5 jours.
 Consultation solde expiré *909*90#

Avancer. Pour vous. Pour tous.

togocom.tg

Prix	Volume	Validité	Délais gratuits
600F	400Mo	3 Jours	+1 jour

Prix	Volume	Validité	Délais gratuits
1000F	1Go	7 Jours	+3 jours
1500F	1,6Go	7 Jours	+3 jours

Prix	Volume	Validité	Délais gratuits
3000F	3Go	30 Jours	+5 jours
5000F	6Go	30 Jours	
10000F	20Go	30 Jours	
15000F	60Go	30 Jours	
25000F	110Go	30 Jours	



COP28

Afreximbank plaide pour des actions énergétiques inclusives et justes

Afreximbank a récemment conclu sa participation à la COP28 à Dubaï, aux Émirats arabes unis, où la Banque a réitéré son engagement à faire progresser les objectifs climatiques et le programme de développement durable du continent.

Dans le contexte du thème officiel de la COP28 «Transformer le financement climatique, en tenant les vieilles promesses et en établissant le cadre d'un nouvel accord sur finance; Placer la nature, les personnes, les vies et les moyens de subsistance au cœur de l'action climatique», Afreximbank a travaillé pour s'appuyer sur les progrès réalisés lors de la COP27 en Égypte et dans les pays africains. Sommet sur le climat 2023 au Kenya.

Lors de la COP27, Afreximbank a été le fer de lance des appels lancés à l'Afrique pour qu'elle affirme ses besoins, ses défis et ses perspectives, et, plus important encore, qu'elle fasse avancer la position du continent en matière de transition énergétique juste et de développement durable. De même, lors de la COP28, la position d'Afreximbank s'est alignée sur le programme plus large de l'Union africaine sur le changement climatique et le développement de l'Afrique, tel que décrit dans la déclaration de Nairobi 2023 lors du Sommet africain sur le climat 2023.

L'approche de la Banque a également intégré des éléments de la COP27, abordant les questions plus larges du financement des interventions climatiques pour l'adaptation et l'atténuation du changement climatique, l'indemnisation des pertes et dommages pour les États africains touchés par les aléas liés au climat et les défis potentiels auxquels les États africains seront confrontés lorsqu'ils tenteront d'accéder au Fonds pour les pertes et dommages annoncé lors de la séance d'ouverture de la COP28.

Le professeur Benedict Ormah, président et président d'Afreximbank, a déclaré : «

Au milieu des défis climatiques pressants auxquels l'Afrique est confrontée, Afreximbank continue de plaider en faveur d'une transition énergétique inclusive et juste pour l'Afrique, en collaboration avec l'Union africaine, les États membres et les partenaires, qui forgeront une nouvelle économie industrialisée verte, feront progresser les objectifs climatiques et le développement du continent grâce à des initiatives stratégiques et à l'accélération de la mise en œuvre de la ZLECAF. Cela servira de catalyseur pour le développement économique et un avenir résilient pour l'Afrique. Sous la direction de sa direction exécutive, Afreximbank a réalisé des progrès substantiels dans des domaines critiques.

Soutenir l'avancement des objectifs énoncés dans la Déclaration des dirigeants africains sur le changement climatique à Nairobi 2023

Lors de la COP28, Afreximbank a défendu un récit panafricain solide dérivé de la déclaration de Nairobi convenue lors du premier Sommet africain sur le climat à Nairobi. Afreximbank a soutenu des interventions portant sur les impacts multidimensionnels du changement climatique sur le continent et promouvant le développement durable en Afrique. Conformément aux objectifs de réduction des émissions de l'Accord de Paris, Afreximbank a présenté les aspirations des dirigeants africains à réduire les émissions tout en contribuant activement à la mise en œuvre de solutions innovantes conçues pour répondre au financement climatique existant sur le continent. La Banque a en outre plaidé pour la mise en œuvre rapide du Fonds pour les pertes

et dommages convenu lors de la COP27, conçu pour fournir une assistance financière aux pays les plus vulnérables et les plus touchés par le changement climatique, en particulier en Afrique.

Favoriser et promouvoir des partenariats inclusifs pour les énergies renouvelables et une transition énergétique juste pour le développement durable. Conformément à l'Agenda 2063 de l'UA, l'engagement d'Afreximbank à financer et à soutenir des projets d'énergies renouvelables a été exprimé lors de la COP28. Une attention particulière a été accordée aux interventions visant à accroître les capitaux pour soutenir l'optimisation du vaste potentiel d'énergies renouvelables de l'Afrique et à d'autres initiatives renforçant le développement de systèmes énergétiques durables qui garantissent un accès accru à l'énergie pour les Africains en tant que catalyseur important du développement économique. En effet, Afreximbank a profité de l'occasion de la COP28 pour souligner l'importance de planifier les projets d'énergies renouvelables sur le continent afin de garantir leur préparation aux investissements de capitaux privés.

Afreximbank a également appelé à une collaboration accrue entre les acteurs des secteurs public et privé pour un modèle de transition énergétique globalement inclusif. La Banque a renforcé son engagement à soutenir les plans de transition juste de l'Afrique, en tenant compte des priorités de développement du continent, de l'atténuation des coûts de transition, des délais et du caractère critique de ses ressources naturelles dans le financement de programmes de développement conçus pour relever les défis existentiels, notamment l'amélioration de l'accès à l'énergie pour ses populations personnes.

En outre, Afreximbank a évoqué l'opportunité présentée par les grandes réserves africaines de matériaux essentiels à la transition énergétique. La Banque a

souligné sa collaboration avec la CEA, aux côtés d'autres partenaires, pour faire progresser les zones économiques spéciales de la chaîne de valeur des batteries RDC-Zambie, visant à valoriser localement les minéraux essentiels nécessaires à la transition énergétique mondiale.

Accélérer la mise en œuvre de la ZLECAF pour une Afrique plus verte

Lors de la COP28, Afreximbank, parmi d'autres institutions africaines, a été à l'avant-garde du soutien à la ZLECAF, démontrant sa capacité à stimuler la croissance de l'industrie locale et à diriger une transition à l'échelle du continent vers zéro émission nette. La Banque donne la priorité à la mobilisation de ressources pour favoriser les efforts de collaboration visant à accélérer la mise en œuvre de la ZLECAF, ce qui favorisera la localisation des chaînes de valeur régionales, essentielles à la réduction des émissions de carbone de l'Afrique. Notamment, l'initiative révolutionnaire de la Banque, le Fonds d'ajustement de la ZLECAF, vise à faire face aux perturbations à court terme et à assurer le réoutillage et la reconversion au sein du secteur privé pour le développement durable en Afrique. Lors d'un événement parallèle, la Banque et d'autres partenaires ont lancé l'Initiative SAFE, au cours de laquelle ses représentants ont plaidé en faveur de l'expansion et de l'accélération de l'infrastructure industrielle en plein essor des véhicules électriques sur le continent.

Afreximbank s'est engagée dans des dialogues cruciaux lors de la COP28 et a utilisé la plateforme pour plaider en faveur de l'action climatique en Afrique – soulignant à tout moment le rôle central de la ZLECAF en tant que variable instrumentale dans la réalisation des objectifs climatiques. Les délégués à la conférence ont entendu les experts en politique commerciale d'Afreximbank parler de l'importance d'une approche commerciale coordonnée sur une base continentale.

Déploiement de solutions

Innovantes de financement climatique

L'engagement d'Afreximbank à explorer et à déployer des solutions innovantes de financement climatique a été démontré lors de la COP28. La Banque a souligné ses initiatives liées au climat telles que le Mécanisme de financement pour l'adaptation au climat, le mécanisme de préparation de projets à un stade précoce et les instruments de prise de risque tels que les garanties, adaptés aux États membres de la Banque Afreximbank vise à déployer des initiatives conçues pour relever les défis qui entravent l'accès au financement climatique et la nécessité d'une collaboration accrue des secteurs privé et public dans le financement des interventions climatiques à travers le continent.

La Banque a également souligné l'urgence de canaliser le financement climatique vers l'Afrique et l'importance d'attirer des capitaux du secteur privé vers des projets liés au climat, communiquant à un public international plus large l'impératif, outre une augmentation radicale de la quantité de financement destinée à Dans le cadre d'entreprises continentales, la structure des flux financiers vers l'Afrique doit être révisée pour répondre aux exigences de cette épreuve sans précédent.

Façonner un marché du carbone bien réglementé pour l'avenir de l'Afrique

Afreximbank reconnaît sa position d'acteur clé dans la création d'un marché du carbone bien réglementé en Afrique d'ici 2030. Avec des initiatives telles que l'Initiative des marchés du carbone en Afrique (ACMI), la Banque contribue à des solutions transparentes et innovantes, alignées sur le thème transformateur du financement climatique de la COP28. Afreximbank s'engage en faveur de la mise en œuvre de crédits pour la biodiversité en Afrique et de la diversification de la participation du continent aux marchés de crédits carbone, qui pourraient être convertis en un outil de financement essentiel pour combler le déficit de financement des infrastructures en Afrique.



Quotidien Economique du Togo- REC N° 0602/11/12/19/HAAC/0643/01/08/2022/HAAC

Journal d'informations, d'investigations économiques, financières et boursières

Email: ecofinances.infos@gmail.com

REC N° 0643/01/08/2022/HAAC

Édité par l'Agence de Presse ECO & FINANCES

N° RCCM: TG-LFW-01-2022-B13-02054

Site web: www.ecoetfinances.com

Adresse: rue de l'énergie Agbalepedogan derriere l'ecole cour lumière

Tél: 00228 97 25 84 84 Lomé, Togo

Directeur de publication

Komlan KPATIDE
00228 90 05 05 08

Rédacteur en Chef

Bernard D. AFAWOBO
00228 90 90 49 83

Rédacteurs

Keziah KPATIDE
Patience SALLAH
Yves ATCHANOUVI
Kodji GATOR JOE

Direction Commerciale

00228 97 25 84 84

Graphiste

Stan AZIATO
91 77 02 74

Imprimerie

ECO & FINANCES
Tirage: 3000

38ème édition de la quinzaine commerciale L'événement bat son plein à Lomé

La ministre du commerce, de l'artisanat et de la consommation locale, Rose Kayi Mivedor-Sambiani, a procédé le vendredi 15 décembre 2023, à l'ouverture officielle de la 38ème édition de la grande quinzaine commerciale en présence de plusieurs autres personnalités.

Yves ATCHANOUVI

Organisée par la Chambre du commerce et de l'industrie (CCI-Togo), la 38ème édition de la grande quinzaine commerciale, une seconde manifestation foraine d'envergure de fin d'année intervient à quelques jours de la clôture de la 18ème édition de la Foire internationale de Lomé.

Cette fête foraine se déroule du 15 au 31 décembre prochain sur le site d'Agbadahonou à Lomé et réunira des opérateurs économiques dé-

sireux d'écouler leurs stocks avant la fin d'année, et des milliers de visiteurs et acheteurs.

Pour Nathalie Bitho, Présidente de la compagnie consulaire, la Grande quinzaine commerciale, en tant que catalyseur des affaires, reste l'une des contributions significatives de la CCI-Togo à l'écoulement des articles de fêtes et de fin de séries.

« L'objectif sous-jacent de cette manifestation foraine, est non seulement de fournir aux opérateurs économiques



une plateforme propice à l'augmentation de leurs chiffres d'affaires, mais aussi et surtout de donner aux acheteurs, petits et grands, l'opportunité de retrouver en

un seul lieu, les biens et services dont ils ont besoin pour la célébration des fêtes de fin d'année » a-t-elle indiqué.

commerce et de l'industrie du Togo (CCI-Togo) a procédé à la réhabilitation complète du site.

Selon Nathalie Bitho, présidente de la compagnie consulaire, l'une des ambitions de la Chambre du commerce et de l'industrie (CCI-Togo) est d'améliorer le terreau du secteur privé.

« Pour cela, il fallait sortir la Grande Quinzaine de son site insalubre et la mettre sous de meilleurs projecteurs. Le site rénové veut apporter des solutions efficaces et concrètes aux préoccupations des opérateurs et redonner espoir aux exposants », a-t-elle indiqué. Plusieurs articles, produits ou marchandises, notamment, des jouets, des bracelets, des pagnes et accessoires de cuisines, des boissons ou restaurations sont exposés sur le site de la Grande quinzaine commerciale.

Dans l'optique d'offrir de meilleures conditions d'expositions et davantage d'espaces aux exposants et visiteurs, la Chambre du

Investissement

Le partenariat public-privé connaît du succès au Togo

Alors qu'il a organisé sa toute première Journée de partenariat public-privé en septembre 2023, le Togo connaît un niveau d'investissements privés supérieur à 20 % du PIB. Une forte progression par rapport à l'année 2020 où ces investissements étaient à 11,4 % du PIB, contre une moyenne de 8,9 % dans l'Uemoa.

Connaissant l'importance des partenariats public-privé (PPP), surtout pour la réalisation de ses ambitions de croissance et de développement inclusif, le pays met en place les cadres réglementaires et institutionnels propices à des collaborations mutuellement profitables.

Pour le compte de la Feuille de route 2020-2025, le total des investissements envisa-

gés est estimé à au moins 3 000 milliards de francs. La part attendue des investissements privés dans cet ensemble est de 65 %, l'objectif ultime étant d'atteindre un taux de croissance économique d'environ 7 % à la fin de la mise en œuvre des projets et réformes.

De différentes initiatives voient ainsi le jour. Notons entre autres, la mise en place d'un cadre de concertation

entre l'État et le secteur privé et l'institution d'une Journée nationale du partenariat public-privé (JNP) en vue de renforcer la confiance mutuelle et d'aplanir les potentielles divergences en matière de business.

Au niveau légal, la loi relative aux contrats de partenariat public-privé adoptée en décembre 2021 vient offrir davantage de facilités à l'investissement privé, ainsi

qu'une meilleure optimisation de la dépense publique. Des partenariats public-privé sont réalisés dans les domaines des énergies, de l'industrie, ou du développement de l'activité portuaire. C'est une politique qui se trouve davantage renforcée depuis le lancement du Programme national de développement (PND 2018-2022).

La plateforme industrielle d'Adetikopé, fruit d'un partenariat entre l'État togolais et Arise IIP, figure sans doute comme l'une des réalisations récentes à forte implication socioéconomique, avec un

investissement estimé à 130 milliards de francs et 35 000 emplois attendus. Dans la Feuille de route, des projets tels que l'agrandissement de l'agropole de Kara ou encore la politique de l'électrification pour tous sont envisagés sur la base de l'approche PPP. En outre, les rencontres du secteur privé impliquant la participation du gouvernement, à l'exemple de l'Africa SME Champions Forum (octobre 2023, Lomé) ou de l'Africa Financial Industry Summit (novembre 2023, Lomé), consolident les interactions public-privé.

Diplomatie

Timing de la transition au Niger

Le ministre des Affaires étrangères togolais en médiation à Niamey a affirmé jeudi avoir « convenu du contenu » et du « timing de la transition » au Niger avec le premier ministre de ce pays dirigé par un régime militaire depuis un coup d'Etat, avant l'avis d'autres pays ouest-africains, indique Le Monde.

Le chef de la diplomatie togolaise, Robert Dussey, a affirmé à la télévision nationale nigérienne Télé Sahel avoir « travaillé et convenu du contenu, du timing de la transition » avec « le premier ministre », Ali Mahaman Lamine Zeine, et « le ministre des affaires étrangères » nigériens, Bakary Yaou Sangaré. « Nous al-

lons d'ores et déjà présenter aux chefs d'Etats médiateurs et à la commission de la Cedeao [Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest] ce contenu (...) convenu ensemble », a-t-il ajouté.

Selon Télé Sahel, M. Dussey reviendra à Niamey en janvier avec son homologue de la Sierra Leone, Timothy

Kabba. M. Kabba devait être présent lors de cette médiation, a affirmé M. Dussey, mais « une contrainte l'a empêché de faire le déplacement » à Niamey.

Dimanche, la Cedeao réunie en sommet à Abuja a ouvert la voie à un allègement de ses sanctions à l'encontre du Niger, le conditionnant à une « transition courte » avant un

retour des civils au pouvoir. Lors de ce sommet, il avait été décidé qu'un comité composé des présidents du Bénin, du Togo et de la Sierra Leone négocierait avec le régime militaire nigérien les engagements à mettre en œuvre, avant un éventuel assouplissement des sanctions prises par l'organisation régionale peu après le coup d'Etat du 26 juillet.

En août, le chef du régime militaire, le général Abdourahamane Tiani, avait déclaré que la durée de la transition n'excéderait pas trois ans et serait fixée par « un dialogue

national inclusif ».

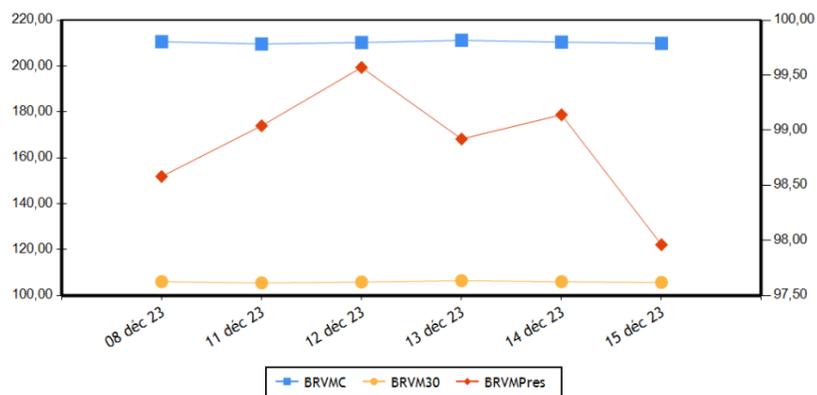
Par ailleurs, la Cedeao a déclaré jeudi que le Niger est désormais « suspendu de l'ensemble des organes de décision » de l'organisation « jusqu'à rétablissement de l'ordre constitutionnel dans le pays ». Elle justifie cette décision en reconnaissant que le président déchu Mohamed Bazoum, « dont les membres du gouvernement étaient habilités à représenter le Niger aux réunions statutaires », a « été effectivement renversé par un coup d'Etat militaire ».

BRVM COMPOSITE	209,85
Variation Jour	-0,25 %
Variation annuelle	3,26 %

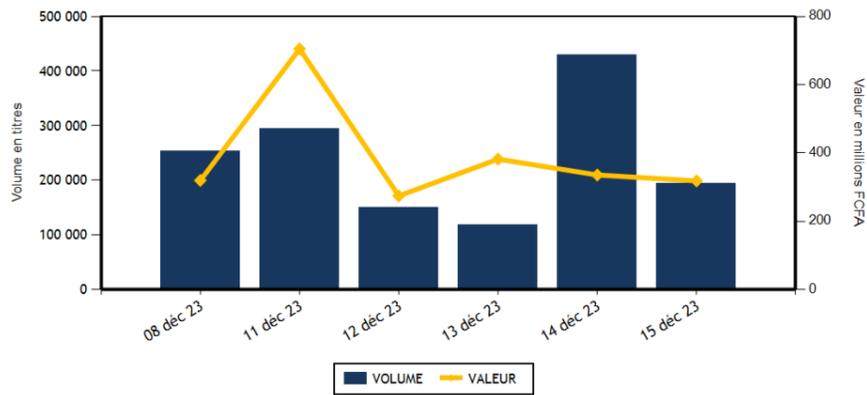
BRVM 30	105,64
Variation Jour	-0,29 %
Variation annuelle	5,64 %

BRVM PRESTIGE	97,96
Variation Jour	-1,19 %
Variation annuelle	-2,04 %

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	7 807 132 213 561	-0,25 %
Volume échangé (Actions & Droits)	192 209	-55,23 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	301 385 342	-8,94 %
Nombre de titres transigés	45	4,65 %
Nombre de titres en hausse	11	10,00 %
Nombre de titres en baisse	16	14,29 %
Nombre de titres inchangés	18	-5,26 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	10 316 982 118 291	0,05 %
Volume échangé	2 177	165,16 %
Valeur transigée (FCFA)	16 593 500	275,25 %
Nombre de titres transigés	4	-33,33 %
Nombre de titres en hausse	3	
Nombre de titres en baisse	0	-100,00 %
Nombre de titres inchangés	1	-50,00 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SOGB CI (SOGC)	3 445	7,49 %	-39,24 %
FILTISAC CI (FTSC)	1 810	7,42 %	13,13 %
ORAGROUP TOGO (ORGT)	2 890	7,04 %	-26,37 %
NEI-CEDA CI (NEIC)	705	6,82 %	-11,88 %
CROWN SIEM CI (SEMC)	795	6,71 %	16,91 %

PLUS FORTES BAISES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
NESTLE CI (NTLC)	6 980	-7,49 %	-15,34 %
UNIWAX CI (UNXC)	540	-6,90 %	-29,87 %
SAFCA CI (SAFC)	1 200	-4,00 %	36,36 %
ONATEL BF (ONTBF)	2 200	-3,51 %	-31,25 %
SMB CI (SMBC)	10 500	-1,36 %	54,41 %

INDICES PAR COMPARTIMENT

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	10	97,96	-1,19 %	-2,04 %	116 700	96 414 862	5,93
BRVM-PRINCIPAL	36	103,59	0,43 %	3,59 %	75 509	204 970 480	13,97

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	11	101,00	-1,66 %	-3,09 %	38 842	82 092 740	39,48
BRVM - SERVICES PUBLICS	5	511,70	-0,72 %	4,60 %	14 343	69 823 585	8,55
BRVM - FINANCES	15	85,66	0,45 %	13,44 %	124 224	121 061 812	6,79
BRVM - TRANSPORT	2	364,38	-0,33 %	6,64 %	1 726	2 566 615	8,08
BRVM - AGRICULTURE	5	156,36	2,10 %	-44,86 %	5 396	13 423 880	6,37
BRVM - DISTRIBUTION	7	331,44	-0,30 %	-7,56 %	7 578	12 332 580	11,53
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	1 098,16	6,59 %	-6,32 %	100	84 130	-

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
PER moyen du marché	10,61
Taux de rendement moyen du marché	8,45
Taux de rentabilité moyen du marché	10,58
Nombre de sociétés cotées	46
Nombre de lignes obligataires	133
Volume moyen annuel par séance	481 628,00
Valeur moyenne annuelle par séance	1 147 180 735,87

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
Ratio moyen de liquidité	2,95
Ratio moyen de satisfaction	61,79
Ratio moyen de tendance	2 091,23
Ratio moyen de couverture	4,78
Taux de rotation moyen du marché	0,02
Prime de risque du marché	3,52
Nombre de SGI participantes	30

Définitions

Volume moyen annuel par séance = Volume annuel échangé / nombre de séances
 Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances
 Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
 Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)
 Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capital flottant)
 PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
 Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
 Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées
 Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat

BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES
 Siège Social : Abidjan - Côte d'Ivoire, 18 av. Joseph Anoma
 Adresse : 01 BP 3802 Abidjan 01
 Tel : +225 20 31 55 50 / +225 20 32 66 85
 Fax : +225 20 32 66 84
 E-mail : brvm@brvm.org Site web : www.brvm.org



Remboursement de la dette publique

Les pays en développement ont dépensé un montant record de 443,5 milliards de dollars en 2022

Dans un contexte marqué par la plus forte hausse des taux d'intérêt mondiaux depuis quatre décennies, les pays en développement ont dépensé un montant record de 443,5 milliards de dollars pour assurer le service de leur dette publique extérieure et des dettes garanties par l'État en 2022, selon la dernière édition du rapport sur la dette internationale établi par la Banque mondiale intitulé International Debt Report. L'augmentation des coûts d'emprunt a détourné le peu de ressources disponibles au détriment de secteurs critiques qui en ont besoin, tels que la santé, l'éducation et l'environnement.

Les paiements au titre du service de la dette, principal et intérêts ont augmenté de 5 % par rapport à l'année précédente pour l'ensemble des pays en développement. En 2022, les 75 pays admis à emprunter auprès de l'Association internationale de développement (IDA), institution de la Banque mondiale qui soutient les pays les plus pauvres, ont payé un montant record de 88,9 milliards de dollars au titre des frais de service de la dette. Au cours de la dernière décennie, les paiements d'intérêts par ces pays ont quadruplé, atteignant un niveau record de 23,6 milliards de dollars en 2022. Selon le rapport, le coût global du service de la dette des 24 pays les plus pauvres devrait s'envoler en 2023 et 2024, avec une augmentation qui pourrait atteindre jusqu'à 39 %.

« Des niveaux d'endettement record et des taux d'intérêt élevés ont précipité de nombreux pays vers la crise », explique Indermit Gill, économiste en chef et vice-président senior du Groupe de la Banque mondiale. « Chaque trimestre où les taux d'intérêt restent élevés se traduit par une augmentation du nombre de pays en développement qui basculent dans le surendettement et se heurtent au choix difficile entre le service de leur dette publique et l'investissement dans la santé publique, l'éducation et les infrastructures. Cette situation appelle une action

rapide et coordonnée de la part des gouvernements débiteurs, des créanciers privés et publics et des institutions financières multilatérales, plus de transparence, de meilleurs outils pour assurer la viabilité de la dette et des modalités de restructuration plus rapides. Faute de quoi, ce sera une autre décennie perdue pour ces pays. »

La flambée des taux d'intérêt a accentué les vulnérabilités liées à la dette dans tous les pays en développement. Rien qu'au cours des trois dernières années, on a compté 18 défauts de paiement souverains dans dix pays en développement, soit plus que le nombre enregistré au cours des deux décennies précédentes. À l'heure actuelle, environ 60 % des pays à faible revenu sont exposés à un risque élevé de surendettement ou sont déjà dans cette situation.

Le rapport constate que les paiements d'intérêts absorbent une part de plus en plus importante des exportations des pays à faible revenu. En outre, plus d'un tiers de leur dette extérieure est soumise à des taux d'intérêt variables qui pourraient augmenter soudainement. Beaucoup de ces pays traînent un fardeau supplémentaire : l'accumulation du capital, des intérêts et des frais pour avoir bénéficié du privilège de la suspension du service de la dette

(DSSI) du G20. L'appréciation du dollar des États-Unis ajoute aux difficultés de ces pays en rendant les remboursements encore plus onéreux. Dans de telles circonstances, toute nouvelle hausse des taux d'intérêt ou forte baisse des recettes d'exportation pourraient acculer ces pays. Les frais de service de la dette ayant augmenté, ce sont les nouvelles solutions de financement possibles qui se sont amenuisées pour les pays en développement.

En 2022, les nouveaux engagements de prêts extérieurs en faveur d'entités publiques et de prêts garantis par l'État dans ces pays ont chuté de 23 %, ayant été ramenés à 371 milliards de dollars, soit leur plus bas niveau en dix ans. Les créanciers privés se sont largement abstenus de prêter aux pays en développement, ayant reçu 185 milliards de dollars de plus en remboursements de capital qu'ils n'en ont décaissé en prêts.

C'était la première fois depuis 2015 que les créanciers privés recevaient plus de fonds qu'ils n'en injectaient dans les pays en développement. Entre 2021 et 2022, les nouvelles obligations émises par l'ensemble des pays en développement sur les marchés internationaux ont chuté de plus de moitié et les émissions des pays à faible revenu ont chuté de plus de trois quarts. Les nouvelles émissions obligataires des pays admis à emprunter à l'IDA ont diminué de plus de trois

quarts pour s'établir à 3,1 milliards de dollars.

Les financements des créanciers privés se tarissant, la Banque mondiale et d'autres banques multilatérales de développement sont intervenues pour aider à combler le déficit. C'est ainsi qu'en 2022, les créanciers multilatéraux ont fourni 115 milliards de dollars de nouveaux financements à faible coût aux pays en développement, dont près de la moitié provenait de la Banque mondiale. Celle-ci, par le biais de l'IDA, a fourni à ces pays 16,9 milliards de dollars de nouveaux financements de plus qu'elle n'en a reçu au titre des remboursements de principal, soit près de trois fois le chiffre comparable enregistré il y a dix ans. En outre, la Banque mondiale a décaissé 6,1 milliards de dollars de dons en faveur de ces pays, soit trois fois le montant accordé en 2012.

La dernière édition de l'International Debt Report marque le 50e anniversaire de cette publication. Cette dernière présente les principales informations tirées de la base de données de la Banque mondiale sur les statistiques relatives à la dette internationale, la source la plus complète et la plus transparente de données sur la dette extérieure des pays en développement. La nouvelle édition présente également un cadre analytique élargi qui va au-delà des données les plus récentes pour examiner les perspectives à court terme de la

dette. Elle donne par ailleurs un aperçu des activités de la Banque dans le domaine de la dette et analyse les tendances qui se dessinent en matière de gestion et de transparence de la dette.

« Pour améliorer la gestion et la viabilité de la dette, il est essentiel de connaître les dettes et les créanciers d'un pays », explique Haishan Fu, statisticien en chef de la Banque mondiale et directeur du Groupe de gestion des données sur le développement de l'institution. « La première chose à faire pour éviter une crise, c'est d'avoir une idée claire de l'enjeu. Et lorsque des problèmes apparaissent, des données claires peuvent orienter les efforts de restructuration de la dette pour remettre un pays sur la voie de la stabilité économique et de la croissance. La transparence de la dette est la clé pour des emprunts publics soutenables et des pratiques de prêt responsables et fondées sur des règles, qui sont absolument déterminants pour mettre fin à la pauvreté sur une planète vivable. »

Le rapport note qu'au cours de la décennie écoulée, la dette des pays admis à emprunter à l'IDA n'a cessé de s'alourdir à un rythme supérieur à celui de leur croissance économique, un signal d'alerte pour leurs perspectives pour les années à venir. En 2022, l'encours total de la dette extérieure des pays admis à emprunter à l'IDA a atteint un montant record de 1 100 milliards de dollars, soit plus du double du niveau de 2012. Entre 2012 et 2022, ces pays ont vu leur dette extérieure augmenter de 134 %, un taux supérieur à celui de l'augmentation de leur revenu national brut (RNB), qui était de 53 %.

L'Information continue sur:
www.ecoetfinances.com

Protection des bovins contre la PPCB et la pasteurellose

La campagne nationale de vaccination lancée à Sokodé

Sokodé, 16 déc. (ATOP) – Le représentant du directeur de l'Elevage, Kogme Bakiti a lancé officiellement la campagne de vaccination des bovins contre les maladies prioritaires dans les régions des Savanes, de la Kara et Centrale le vendredi 15 décembre au marché à bétail de Sokodé.

Cette campagne qui court jusqu'au 15 janvier 2024 s'inscrit dans le cadre du Projet d'appui à la production laitière par l'amélioration des performances productives et l'accroissement des capacités de résilience des acteurs de la filière lait (PAPRO-LAIT). Ce projet est financé par l'Agence régionale pour l'agriculture et l'alimentation (ARAA) de la CEDEAO, à travers la Fédération nationale des professionnels de la filière bétail et viande du Togo (FENAPFIBVTO) qui est le porteur. Il vise à améliorer la production laitière en agissant sur trois principaux axes : l'amélioration de l'alimentation, de la génétique animale et de la santé animale. C'est dans le cadre de ce dernier volet, qu'il est prévu la vaccination des troupeaux bovins des les trois régions contre certaines maladies prioritaires endémiques. Il s'agit principalement de la Péri pneumonie contagieuse

bovine (PPCB) et la pasteurellose.

La campagne permettra donc de vacciner 10.000 bovins dans ces régions contre ces deux maladies dont 2.000 dans la Centrale. Elle est exécutée par la FENAPFIBVTO, en partenariat avec l'Institut togolais de recherche agronomique (ITRA) et l'Ecole supérieure d'agronomie (ESA) de l'Université de Lomé (UL).

Selon le Dr vétérinaire Bagna Binamlé, chercheur à l'ITRA, le choix de ces deux maladies est fait par rapport à la priorité et compte tenu de leur prévalence dans ces régions. Il a fait savoir que la PPCB et la pasteurellose sont des maladies qui créent d'énormes dégâts dans les élevages et dont les vaccins sont disponibles. L'intervenant a ajouté que ces deux vaccins ont été choisis eu égard à leur importance et leur impact sur les troupeaux. Dr Bagna a précisé qu'avec la fédération de la filière bovine, ils ont des acteurs sur

le terrain qui sont directement avec les bénéficiaires à la base et donc c'est eux qui iront au contact des bénéficiaires.

A l'écouter, ce sont ces personnes qui vont conduire les agents vétérinaires privés et publics vers les troupeaux pour la vaccination. L'orateur a laissé entendre qu'avant leur arrivée, les bénéficiaires seront déjà informés pour accueillir les agents vaccinateurs pour l'acte vaccinal et chaque bénéficiaire aura deux vaccins à faire : la PPCB et la pasteurellose. Dr Bagna a précisé que les 2000 bovins qui seront vaccinés dans la Centrale, c'est juste pour amorcer l'activité. Il a expliqué que c'est une façon d'amener les éleveurs à comprendre le bien-fondé de cette vaccination et ainsi constituer une tache d'huile pour que cette action soit relayée à grande échelle pour qu'ils puissent adhérer et également exécuter ces vaccinations pour que l'immunité soit collective.



Appel aux éleveurs à se mobiliser pour la vaccination

Le représentant du directeur de l'Elevage a félicité la Fédération de la filière bétail et viande pour ce projet qui entre dans la droite ligne de la feuille de route gouvernementale et qui fait de l'élevage l'une de ses priorités. M. Kogme a encouragé les éleveurs à se mobiliser pour cette vaccination qui vient contribuer énormément pour la santé animale et la production de lait et de viande dans le pays.

Le directeur régional de l'Agriculture, de l'Elevage et du Développement rural de la Centrale, Dr. Bama-ziti Bitang a mentionné que cette campagne vient à point nommé parce que la région a certaines insuffisances en termes de produits carnés et l'amélioration de la productivité passe nécessairement par le contrôle de certaines maladies récurrentes que le projet va appuyer. Il salue les

résultats qui sont attendus et espère qu'avec la sensibilisation tous les éleveurs seront mobilisés pour qu'à terme les indicateurs soient vraiment atteints.

Le président de la FENAPFIBVTO, El Hadj Alidou Alassani, a souligné que le projet a été élaboré pour éradiquer certaines maladies récurrentes, chaque année, dans les troupeaux. Il a invité les éleveurs des trois régions à se mobiliser pour bien accueillir les agents vaccinateurs pour le succès de cette campagne. Le président a saisi, l'occasion pour remercier la CEDEAO pour son appui financier et le gouvernement pour tout ce qu'il fait pour le développement de la filière bétail et viande au Togo.

Le président des éleveurs de la préfecture de Tchaoudjo, El Hadj Boubé Hassan a loué l'initiative de ce projet. Il a promis mobiliser les éleveurs pour la réussite de cette vaccination.

Sport

Kylian Mbappé et Antoine Dupont, les deux personnalités les plus recherchées en France sur Google en 2023

Depuis le début de l'année civile 2023, Kylian Mbappé et Antoine Dupont sont les deux personnalités les plus recherchées en France sur le moteur de recherche Google.

Ils passionnent les foules. Kylian Mbappé, la star du PSG et de l'équipe de France de football, et Antoine Dupont, celle du XV de France, sont les deux personnalités les plus recherchées en France sur Google en 2023. Le géant américain vient de dévoiler les classements des recherches les plus effectuées en France sur l'année civile. Mbappé arrive en première position. Les internautes ont massivement recherché le nom de l'attaquant

français au moment où la rumeur de son transfert en Arabie saoudite était évoquée cet été pour une somme de 300 millions d'euros.

Il est suivi par le demi de mêlée du XV de France et du Stade Toulousain, Antoine Dupont. Le rugbyman a connu un pic de recherche très important durant la Coupe du monde de rugby et au moment de sa fracture durant la compétition. Le podium est complété par l'ancienne actrice Brigitte Bar-



dot.

Tyson Fury, le pic le plus important

En parallèle, Google dévoile un classement des sportifs les plus recherchés en France sur la même période. Si Mbappé et Dupont trustent les deux premières places, on retrouve le tennisman espagnol Carlos Alcaraz, victorieux de Wimbledon, à la troisième place. Sergio Rico, le gardien

du PSG, victime d'un grave accident de cheval, arrive à la 4e position quand le combattant de MMA français Cyril Gane clôture le top 5.

Le boxeur anglais Tyson Fury est le sportif avec le pic de recherche le plus important de l'année, parmi les 10 athlètes les plus recherchés de France sur l'année. Il a été atteint à l'occasion de sa victoire contre le Camerounais Francis Ngannou, en octobre

dernier.

Les 10 sportifs les plus recherchés sur Google en 2023 en France :

1. Kylian Mbappé (Football/France)
2. Antoine Dupont (Rugby à XV/France)
3. Carlos Alcaraz (Tennis/Espagne)
4. Sergio Rico (Football/Espagne)
5. Cyril Gane (MMA/France)
6. Léon Marchand (Natation/France)
7. Tyson Fury (Boxe anglaise/Grande-Bretagne)
8. Teddy Riner (Judo/France)
9. Randal Kolo Muani (Football/France)
10. Karolína Muchová (Tennis/République tchèque)

AVEC SANLAM AUTO, ROULEZ EN TOUTE CONFIANCE.



VOL



**DOMMAGES
TOUS ACCIDENTS**



**RESPONSABILITÉ
CIVILE**



**PROTECTION
CONDUCTEUR**



**REMBOURSEMENT EN
CAS DE RECOURS**



INCENDIE



BRIS DE GLACES



**TIERCE
COLLISION**

22 53 59 00

en cas d'accident

8877

www.tg.sanlam.com

 **Sanlam**

Vivez en toute confiance